

LES COLLECTIONS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

RÉSISTANCE

« NE JETEZ PAS CE JOURNAL, FAITES LE CIRCULER »

Dossier réalisé dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2021

1940

ENTRER EN RÉSISTANCE

comprendre, refuser, résister



■ Dès le 11 novembre 1940, les jeunes lycéens et étudiants manifestent au pied de *La Marseillaise* de Rude place de l'Étoile à Paris. Mobilisés suite aux appels aux rassemblements lancés par la France libre et la Résistance intérieure, ils se veulent les héritiers de leurs aînés de 1918. Plus ou moins improvisée, cette démonstration de force en France occupée est la première d'une série qui durera jusqu'en 1944. Dans cette lutte qui commence au sortir de la défaite militaire de la France et de l'effondrement du régime républicain, la tombe du soldat inconnu comme les monuments aux morts de la Grande Guerre, *La Marseillaise* comme *Le Chant du Départ*, le 11 Novembre comme le 14 Juillet, seront des repères fédérateurs durant toute l'Occupation pour affirmer la volonté de défendre la Patrie, l'attachement à la République et la certitude de la Victoire.



L'espace Aimé Césaire, le nouveau Musée de la Résistance nationale

Photo: Julie Baffet

Dossier publié par le Musée de la Résistance nationale (MRN)

Dossier réalisé par :

- Éric Brossard, agrégé d'histoire, professeur au collège Jean Wiener à Champs-sur-Marne, professeur relais au Musée de la Résistance nationale
- Avec le concours de Thomas Fontaine, docteur en histoire, directeur du MRN et de l'équipe du musée

Directeur de publication :

Jean-Paul Le Maguet

Rédactrice en chef: Julie Baffet

Graphiste: Olivier Umecker

Imprimé par Agefim

Musée de la Résistance nationale

Espace Aimé Césaire

40 quai Victor Hugo

94500 Champigny-sur-Marne

www.musee-resistance.com

Téléphone : 01 49 83 90 90

communication@musee-resistance.com

SOMMAIRE

4 – 11

Basculer en résistance
entretien avec Julien Blanc

12 – 13

Faire face à la défaite

14 – 15

**Rejoindre l'Angleterre,
rallier de Gaulle**

16 – 17

**Faire quelque chose
en zone nord occupée**

18 – 19

**En zone sud, dans la France
du maréchal Pétain**

20 – 21

**Résister en territoire rattaché
ou annexé**

22 – 23

Premiers actes de défi

24 – 25

Résister dans le milieu scolaire

26 – 27

Premières publications clandestines

28 – 29

Construire une France libre

30 – 31

**Le nouveau Musée de
la Résistance nationale –
Lieu d'histoire, d'éducation et
de citoyenneté**

32

Transmettre

Les éclaireurs

Dans les jours qui suivent l'annonce de la défaite, dans ce traumatisme collectif que constitue en six semaines l'effondrement du pays, des hommes et des femmes refusent ce qui paraît inéluctable à la plupart des Français et décident de « faire quelque chose ». Forcée sur des convictions fortes, liées à leur éducation, leurs aspirations politiques ou religieuses, leur milieu familial ou professionnel, cette volonté d'agir se traduit d'abord par une réaction personnelle, à la fois profonde et spontanée.

Alors que le maréchal Pétain appelle à cesser le combat et bientôt à collaborer avec l'Allemagne nazie, cette minorité de Français décide de prendre une autre voie. Pour certains, elle passe par le départ vers l'étranger, principalement vers l'Angleterre qui poursuit seule la lutte ; ils pourront se rallier au général de Gaulle et constituer les prémices de la France libre. Pour d'autres, le chemin vers la liberté est tracé en France et donne naissance à la Résistance intérieure.

Pour tous, aucune direction n'est évidente ; chacun a sa boussole et avance au gré des circonstances et des opportunités. Les premiers à s'engager peuvent être les plus courageux, les plus réfléchis comme les plus inconscients. Ils sont parfois en rupture avec leur milieu d'origine, avec leur vie d'avant-guerre, avec ce qu'ils croyaient être leur avenir plus ou moins déterminé. Ils ont décidé, sinon accepté, de rompre avec ce passé encore proche, pour prendre le risque de perdre beaucoup, et peut-être tout. Une idée les réunit : faire leur devoir pour libérer la France d'un ennemi qui n'a pas le même visage pour tous, mais qui finira par devenir commun et les rapprochera.

C'est cette histoire que l'entrée en résistance en 1940 nous raconte. Une histoire qui ne peut que nous impressionner, nous qui connaissons le chemin qu'il leur faudra parcourir et le nombre de ceux qui n'en verront pas la fin. Ces hommes et ces femmes n'ont jamais voulu être vus comme des héros, au mieux ont-ils voulu qu'on leur reconnaisse d'avoir eu raison avant les autres.

Finalement, cette histoire nous touche parce qu'elle illustre mieux que d'autres une des caractéristiques de l'espèce humaine : sa capacité à se dépasser face à l'adversité. Confronté au pire, l'être humain peut se replier sur lui-même, sombrer dans le désespoir et disparaître. Mais il peut aussi refuser sa condition, croire en un espoir et vouloir changer ce qui lui apparaissait un instant plus tôt insurmontable. L'être humain veut pouvoir demeurer le maître de sa vie et, dans cet élan vers la liberté, il prend conscience que d'autres ont la même aspiration que lui. Ce mouvement est celui des résistants de 1940, qui ont trouvé dans leur volonté intime de faire quelque chose le besoin de le faire avec d'autres, et de devenir plus forts ensemble, ce qu'Albert Camus résumera, six ans après la fin de la guerre, par « je me révolte, donc nous sommes ». Ce rappel à refuser l'inacceptable, qui devrait fonder toute société respectueuse des droits humains, suffit seul à justifier que nous nous penchions, quatre-vingts ans après, sur ces éclaireurs de 1940.

Basculer en résistance

Dans ce bouleversement absolu que constitue l'effondrement du pays en mai-juin 1940, des individus conservent l'espoir et cherchent à réagir. Démunis, isolés, ils sont malgré tout résolus à faire quelque chose et à trouver les moyens d'y parvenir.

L'historien Julien Blanc, professeur agrégé à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS, Paris), est spécialiste de ce sujet. Il a notamment publié en 2010 *Au commencement de la Résistance. Du côté du musée de l'Homme, 1940-1941* (Le Seuil), le livre tiré de sa thèse. Il a présenté en 2020 le témoignage de Madeleine Gex-Verrier, *Une Française dans la tourmente*, aux éditions du Félin.

Julien Blanc rappelle en quoi cette période est fondamentale dans la naissance et l'émergence de la Résistance¹.

Par quel événement, par quelle rupture commence l'histoire de la Résistance ?

Pour essayer de comprendre la genèse de la Résistance et tenter d'en retracer l'histoire, il faut au préalable revenir aux tragiques événements de mai-juin 1940 que l'historien Marc Bloch n'hésita pas à qualifier de « plus atroce effondrement de notre histoire »². La défaite constitue à coup sûr l'élément matriciel de la période qui s'ouvre, élément dont on ne soulignera jamais assez la centralité.

Colonne de prisonniers
de guerre français,
photographie publiée dans
la brochure *Mit Hitler
in Westen*, 1940

MRN/fonds Roger Bourdillat,
2018.41



1 Propos extraits d'un article pour *Historiens et géographes*, n° 435, juillet-août 2015.

2 Marc Bloch, *L'Étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, Gallimard, Folio histoire, 1990, p. 29.



Une route de l'exode,
photographie publiée dans
Mit Hitler in Westen, 1940
MRN/fonds Roger Bourdillat,
2018.41

C'est donc la défaite de 1940 qui sous-tend toute la période?

Défaite? Le mot paraît bien faible et ce sont plutôt les termes de désastre ou de débâcle qui semblent s'imposer pour décrire la tragédie de l'été 1940, tragédie à laquelle le monde entier assista stupéfait. En effet, sous le coup d'une défaite militaire fulgurante que personne n'avait seulement imaginée – en quatre semaines à peine, l'armée française est balayée par l'offensive éclair de la *Wehrmacht* – l'onde de choc se propage à l'ensemble du pays. Par effet domino, tout ce qui formait l'armature de l'État et de la nation s'effondre brutalement. L'exode de huit à dix millions de personnes prises de panique et fuyant sur les routes de France l'avancée des troupes allemandes au milieu d'un chaos indescriptible en demeure la manifestation la plus spectaculaire.

Quelles conséquences a eues ce choc initial?

D'abord et avant tout le choix du nouveau président du Conseil, Philippe Pétain, dès le 17 juin 1940, de « cesser le combat » et de demander l'armistice. Cette décision est capitale dans la mesure où elle constitue l'acte politique fondateur de la période qui s'ouvre. Avec cet armistice signé le 22 juin, le territoire national, aux deux-tiers occupé, se trouve désormais morcelé en plusieurs zones aux statuts juridiques distincts³. Par ailleurs, directement issu de la défaite, de l'effondrement de l'État républicain et de la faillite collective d'une grande partie de ses élites, un nouveau régime autoritaire, celui de Vichy, s'installe en zone non occupée. Sous l'égide du maréchal Pétain qui se pose en père protecteur de la Nation et derrière le mot d'ordre de la Révolution nationale, il appelle les Français à la repentance.

Un effort de représentation est nécessaire pour mesurer la profondeur du traumatisme vécu par des Français épuisés et épouvantés par la violence des événements récents. Devant la puissance de tels bouleversements, devant l'angoisse de lendemains incertains, leur désarroi est immense.

C'est dans ce contexte hors-norme que commencent à germer les premiers actes de ce qui deviendra la Résistance et qui pour l'heure n'a pas encore de nom. À l'origine de ces premières initiatives, il y a le sursaut vital de quelques consciences qui refusent de tenir la défaite pour acquise et qui parviennent, plus vite que d'autres, à réagir en s'extirpant de l'abatement

3 La France est découpée en 6 zones. Les deux principales sont la zone occupée (au nord) et la zone non occupée (au sud), séparées par une ligne de démarcation. À ces deux zones, il faut ajouter une zone d'occupation italienne, l'Alsace-Moselle annexée par le Troisième Reich, le Nord et Pas-de-Calais rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles et une zone interdite au nord-est. S'y ajoute enfin, à partir d'avril 1941, une zone côtière interdite le long de l'Atlantique.

général où le désastre a plongé le pays. Ce type de réaction, aussi viscéral qu'intime, est immédiat c'est-à-dire qu'il est contemporain de l'annonce de la cessation des hostilités par le maréchal Pétain, le 17 juin 1940.

C'est ce sursaut qui anime le général de Gaulle lorsqu'il choisit l'exil à Londres. Le 18 juin, au micro de la BBC, il rejette l'armistice en réfutant point par point l'analyse délivrée par Pétain dans son discours de la veille. Geste fondateur qui marque certes le point de départ d'une épopée mais qui ne doit pas faire oublier combien son auteur est à ce moment précis un homme seul, sans soutien et sans moyens. C'est ce même type de réflexe qui avait conduit, quelques jours auparavant, l'anthropologue du musée de l'Homme Anatole Lewitsky, alors mobilisé, à écrire dans une lettre : « Nous ne pouvons pas, ni collectivement, ni individuellement, admettre une victoire allemande⁴. »

Comment naissent les premiers gestes de refus en France ?

Ces réactions initiales de refus ne peuvent être, dans les circonstances dramatiques de l'été 1940, qu'individuelles, isolées et dispersées. Pour les pionniers, il s'agit avant tout, selon une expression qui revient constamment dans leurs témoignages, de « faire quelque chose » même si ce quelque chose demeure encore flou. C'est la preuve qu'une action demeure possible, un autre avenir envisageable. À travers le pays s'opèrent de semblables prises de conscience, premiers pas incertains sur les chemins de la désobéissance. Ils sont bien entendu ultra-minoritaires.

Ainsi, à la fin juin, dans Paris occupé, l'ethnologue Germaine Tillion rencontre le colonel en retraite et septuagénaire Paul Hauet. Brûlant tous deux de se rendre utiles, ils commencent par reprendre en main une association d'entraide aux prisonniers de guerre coloniaux. À Brive en Corrèze, le démocrate-chrétien Edmond Michelet rejette lui aussi immédiatement l'armistice. Dès le 17 juin, le jour même du discours de Philippe Pétain, il rédige et commence à distribuer un tract qui reprend des citations de Charles Péguy : « En temps de guerre, celui qui ne se rend point est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti [...] et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti⁵. » Au même moment, plus au sud, à Narbonne où les a jetés la débâcle, les frères Jacques et Jean-Pierre Vernant, tous deux agrégés de philosophie et fraîchement démobilisés, fabriquent leurs premiers papillons à l'aide d'un petit matériel d'imprimerie pour enfant. La nuit venue, ils collent leurs slogans rageurs sur les murs de la cité audoise : « Si la France est par terre, c'est la faute à Hitler. Son drapeau dans l'eau sale, c'est la faute à Laval » ou encore « Vive l'Angleterre pour que vive la France⁶ ».

D'autres choisissent pourtant de lutter hors de France ?

Pour ceux-là, le traumatisme de la défaite est tel que l'idée de continuer la lutte en France leur semble impossible dans l'immédiat. C'est le cas de Daniel Cordier, jeune étudiant royaliste, et de seize de ses camarades qui partent de Pau pour embarquer au port de Bayonne le 21 juin au soir sans savoir où les mènera l'aventure⁷. Trois jours après, René Cassin, juriste réputé profondément républicain, monte à Saint-Jean-de-Luz sur un navire pour rallier le général de Gaulle. Ils sont quelques centaines à pouvoir quitter la France avant que les Allemands ne prennent le contrôle des ports et des côtes, rendant tout nouveau départ impossible. Le passage de la frontière espagnole devient une alternative pour rejoindre Gibraltar puis la Grande-Bretagne, mais elle est aussi surveillée. Le capitaine évadé Philippe de Hauteclocque parvient à la franchir en juillet et, par Madrid puis Lisbonne, arrive à Londres, rencontre le général de Gaulle et se met à son service sous le pseudonyme de Leclerc.

4 Lettre d'Anatole Lewitsky à Yvonne Oddon datée du 1^{er} juin 1940 et citée dans Martin Blumenson, *Le Réseau du musée de l'Homme. Les débuts de la Résistance en France*, Paris, Le Seuil, 1979, p. 34.

5 Texte reproduit dans Henri Noguères, *Histoire de la Résistance en France, Juin 1940-juin 1941*, tome 1, Robert Laffont, 1967, p. 455.

6 Jean-Pierre Vernant, *De la Résistance à la Grèce ancienne*, Éditions de l'EHESS, 2014, p. 38-39.

7 Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2009.



Bulletin officiel des Forces françaises libres, n° 1, 15 août 1940
MRN/collection historique, 1985

À ces Français qui parviennent à rejoindre la Grande-Bretagne, s'ajoutent ceux qui décident d'y rester pour répondre à l'appel du général de Gaulle et intégrer les Forces françaises libres. Ils constituent l'essentiel des premières troupes FFL qui défilent à Londres le 14 juillet 1940. Il faut signaler que parmi ces premiers Français libres figurent beaucoup d'étrangers, notamment parmi les 900 hommes de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère. Tout est à faire pour que la France libre existe dans les faits. Avec lucidité, René Cassin parlera des Français libres comme « Des hommes partits de rien... ».

Qu'est-ce qui pousse ces pionniers à « faire quelque chose » ?

Chez Michelet par exemple, le refus de l'armistice s'explique par un rejet fondamental, en tant que chrétien, du nazisme. Germaine Tillion évoque pour sa part la puissance des « traditions françaises de patriotisme⁸ » dans sa famille. Quant aux frères Vernant, l'antifascisme militant a formé depuis les années 1930 leur culture politique. Le cadet, Jean-Pierre, est un militant communiste.

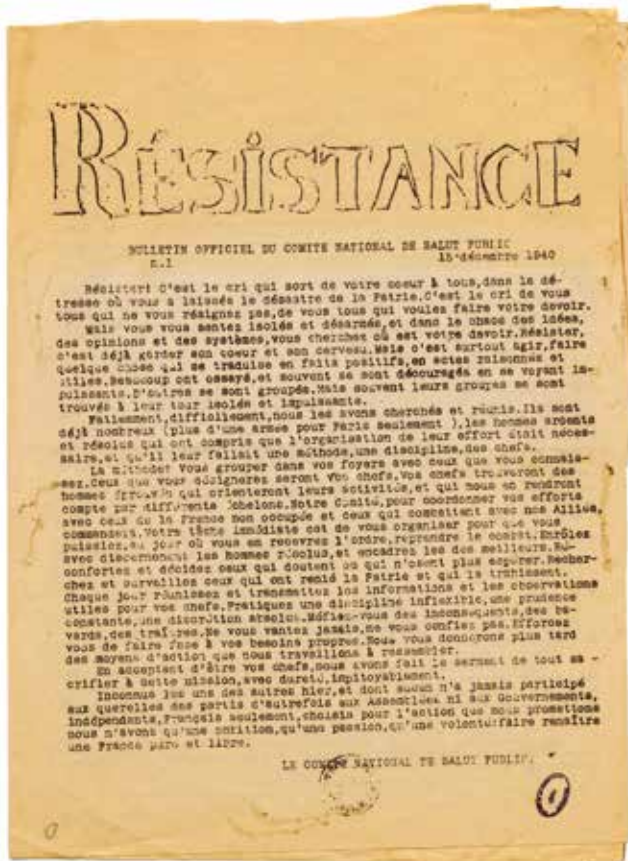
Mais chez d'autres pionniers le choix du refus s'inscrit au contraire dans une logique de rupture en ce sens où rien dans leur milieu, leur éducation ou leur parcours ne pouvait

laisser présager semblable basculement dans la transgression. Ainsi la décision de Daniel Cordier de continuer la guerre coûte que coûte marque une première prise de distance avec les idées politiques de son mentor Charles Maurras, pour qui la défaite et l'effondrement de la République constituent « une divine surprise ». Mais quelles que soient les raisons d'agir, la texture intime des individus a joué un rôle capital comme le souligne Alban Vistel, résistant de la première heure à Lyon : « L'engagement dans la Résistance ne cessa jamais d'être une affaire personnelle; qu'on fût syndicaliste, homme de parti ou sans lien, cet engagement répondait à un appel venu du plus profond de la libre conscience. »

Est-il possible de parler de profil type pour ces premiers résistants ?

Ce qui frappe c'est la diversité des profils. On en trouve dans tous les milieux, toutes les classes sociales, des deux sexes et de tous âges. Pourtant, d'où qu'elles proviennent, ces différentes initiatives fondatrices partagent plusieurs traits fondateurs. D'une part, tous ces pionniers ont en commun de partir de rien et d'inventer au jour le jour, sans aucun modèle préalable, les formes de leur engagement. À l'été 1940, au moment où elle commence à s'affirmer, à tâtons et dans l'improvisation la plus totale, la Résistance est entièrement à construire. D'autre part, ces prises de conscience individuelles sont encore isolées. Ce sont bien les sentiments de solitude et d'étouffement, les difficultés à recruter qui caractérisent ces balbutiements. Dans un climat ambiant dominé par la résignation, les inventeurs de la Résistance, agissent à contre-courant de la majorité de leurs concitoyens. Enfin, en dépit des difficultés, on se doit de souligner la rapidité de réaction de ces « premiers de cordée⁹ » qui se lancent le plus souvent à corps perdu dans la lutte.

8 Germaine Tillion, *La Traversée du mal*. Entretien avec Jean Lacouture, Arléa, 1997, p. 41.
9 Germaine Tillion, « Première Résistance en zone occupée. Du côté du réseau "musée de l'Homme-Haut-Vildé" », rééd. *Esprit*, n° 261, février 2000 (1^{re} édition *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* n° 30, 1958).



Résistance, n° 1,
15 décembre 1940
MRN/Documentation
française

Comment s'opèrent les premiers regroupements en zone occupée ?

On passe à une seconde étape, décisive, lorsque des fils commencent à se nouer entre des individus jusqu'ici esseulés. Ce processus ne s'accomplit pas sans difficulté : élargir le cercle de la désobéissance nécessite d'abord de briser l'isolement en s'ouvrant aux autres et en trouvant des contacts. Ces premiers rapprochements aboutissent bientôt à l'émergence de noyaux. À travers la construction d'un collectif s'amorce alors un long et incertain processus de structuration qui durera en vérité jusqu'à la libération du pays.

À l'origine de ces premiers groupes, on trouve aussi bien des réseaux de sociabilité préexistants (familiaux, amicaux, professionnels, militants) que le hasard des circonstances et de nouvelles rencontres. Dans le cas du groupe dit du musée de l'Homme, un des premiers à se constituer dans le Paris occupé de l'automne 1940, des liens anciens rapprochent des femmes et des hommes qui gravitent autour de la même institution et qui ont partagé depuis les années 1930 des engagements voisins. Sous l'impulsion d'un trio composé de la bibliothécaire Yvonne Oddon, de l'anthropologue Anatole Lewitsky et du linguiste Boris Vildé, un noyau se forme dès la fin de l'été. Ce cercle initial recrute d'abord à l'intérieur des murs puis prospecte vers l'extérieur en quête de soutiens. Il s'élargit vite en nouant le contact avec d'autres noyaux adjacents qui ont éclor au même moment à Paris et dans toute la zone occupée.

Les mêmes logiques sont-elles à l'œuvre en zone non occupée ?

Au sud, en zone dite « libre », des logiques similaires sont effectivement à l'œuvre. À l'origine du futur mouvement Liberté, on trouve, autour des professeurs de droit Pierre-Henri Teitgen et François de Menthon, des universitaires de la mouvance démocrate-chrétienne. Sans surprise, c'est dans les milieux de l'armée d'armistice que le capitaine d'active Henri Frenay prospecte en priorité lorsqu'il jette avec Berty Albrecht les bases de son Mouvement de Libération nationale (MLN) à l'automne 1940.

Mais dans d'autres cas, plus rares, le hasard joue un rôle déterminant : la naissance de La Dernière Colonne à l'automne 1940, prémisse de ce qui deviendra ensuite le mouvement Libération-Sud, tient ainsi à la rencontre fortuite dans un café de Clermont-Ferrand de personnalités avides d'agir : le journaliste Emmanuel d'Astier de la Vigerie, le philosophe Jean Cavailles, la professeure d'histoire Lucie Aubrac et le banquier Georges Zérapha.

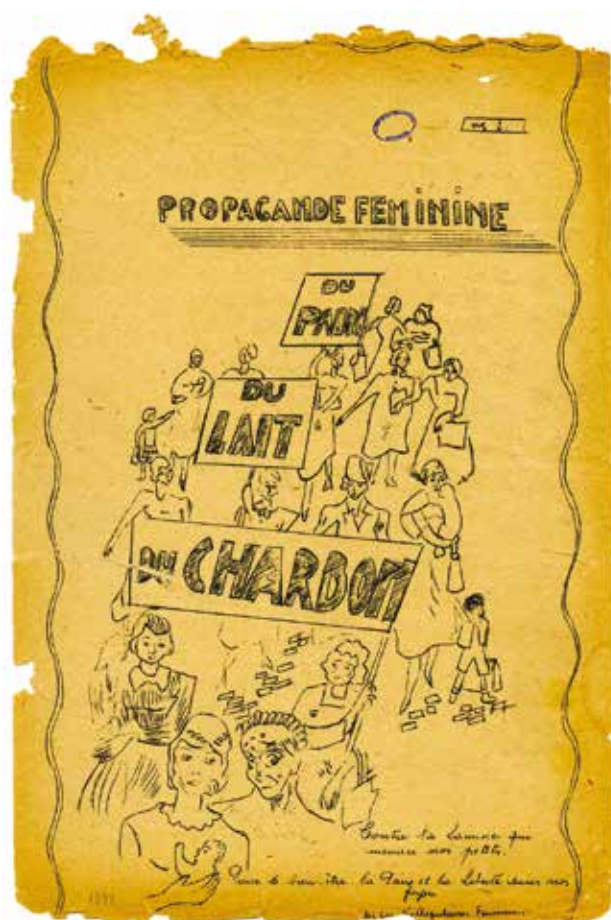
Quel premier bilan peut-on en tirer ?

Au total, à l'échelle des deux zones, il faut insister sur la floraison rapide de ces noyaux d'opposants. À compter de l'automne 1940, les embryons d'organisations se multiplient pour former « à travers la France une véritable toile d'araignée¹⁰ » comme le note Germaine Tillion, à la fois témoin et actrice de ce foisonnement. Mais, globalement, on constate un net décalage temporel entre les deux principales zones : la mobilisation est plus marquée et souvent plus précoce au nord de la ligne de démarcation qu'au sud.

¹⁰ *Ibid.*, p. 114.

En zone occupée, la présence pesante de l'Occupant radicalise l'opinion et accélère pour certains le basculement dans le camp de la désobéissance. Elle offre aussi, face à un ennemi clairement identifié, davantage de possibilités d'action immédiate. Par ailleurs, l'éclosion des organisations de résistance se produit d'abord dans les villes, qui sont des terrains favorables à son développement.

En comparaison, la situation en zone non occupée est plus lente à se décanter, car les conditions objectives de lutte sont en effet moins favorables à l'émergence rapide d'une résistance organisée. Comment, en effet, agir contre un ennemi qui n'est pas là? Faute d'adversaire direct à combattre, cette résistance revêt d'abord la forme presque exclusive de la contre-propagande, à travers la fabrication et la diffusion de tracts puis de modestes bulletins clandestins, le plus souvent ronéotypés: *Liberté* paraît par exemple dès novembre 1940, *Les Petites Ailes de France* fondées par Henri Frenay et Berty Albrecht en juin 1941. De surcroît, l'existence du régime de Vichy contribue à brouiller davantage les cartes. Avant de passer à l'action, les acteurs doivent d'abord se positionner à l'égard de l'État français et de son chef, le maréchal Pétain, lequel jouit longtemps d'une popularité et d'une légitimité exceptionnelles. «L'hypothèque Vichy¹¹» doit donc être au préalable levée, ce qui accentue l'isolement des pionniers et ralentit la structuration de la Résistance.



« Propagande féminine », bulletin des Comités populaires féminins contre les insuffisances du ravitaillement, n° 2, [1941] MRN/fonds de l'Union des femmes françaises, 1992

Ces différences entre zones ne sont donc pas seulement des écarts dans le temps ?

Non, elles provoquent également la persistance d'ambiguïtés chez certains résistants: déterminés à lutter contre l'Occupant, ils peuvent aussi simultanément soutenir le Maréchal voire même certains aspects de son action politique sans déceler de contradiction majeure entre ces deux attitudes. C'est le cas du général Cochet, d'Henri Frenay ou encore des fondateurs du groupe *Liberté* qui, parmi bien d'autres, mettront plusieurs mois avant de rompre définitivement les ponts avec Vichy. Rares sont en réalité les premiers résistants de la zone non occupée qui, à l'instar des fondateurs de *Libération* (Emmanuel d'Astier en tête), du cercle *France-Liberté* (Antoine Avinin, Auguste Pinton, Élie Péju et Jean-Jacques Soudeille) ou des animateurs du réseau Bertaux à Toulouse (Pierre Bertaux, Sylvio Trentin, Jean Cassou) critiquent immédiatement Vichy et son chef.

Qu'en est-il du Parti communiste ?

L'attitude adoptée par le Parti communiste durant cette première année d'occupation est très singulière en raison de son alignement sur les positions de l'URSS en 1939. Défendant dans un premier temps la thèse de la guerre impérialiste qui renvoie dos à dos le Royaume-Uni et l'Allemagne, la direction du Parti communiste concentre d'abord ses attaques sur

Vichy et ménage l'Occupant. Puis, progressivement, la ligne officielle s'infléchit dans le sens de la lutte pour l'indépendance nationale comme en témoigne la création du Front national (FN) en mai 1941. À compter de l'attaque allemande contre l'URSS en juin 1941, le Parti communiste se lance à corps perdu dans la lutte clandestine, ce que certains de ses militants (Jean-Pierre Vernant ou Georges Guingouin par exemple) avaient déjà fait, à titre individuel, avant cette date.

11 L'expression est empruntée à Laurent Douzou et Denis Peschanski, « La Résistance française face à l'hypothèque Vichy » in David Bidussa et Denis Peschanski (dir.), *La France de Vichy. Archives inédites d'Angelo Tasca, Feltrinelli*, 1995, p. 3-42.

Avis d'exécution d'Honoré
d'Estienne d'Orves et
de ses deux compagnons du
réseau Nemrod,
29 août 1941

MRN/collection historique,
1985



Pouvez-vous nous rappeler les risques encourus par ces pionniers ?

Si l'émergence et la structuration de la Résistance ont été rapides, les revers causés par la répression l'ont été tout autant. Basculer du côté de la désobéissance c'est en effet, dès l'origine, accepter de prendre les plus grands risques. Novices du combat souterrain, pas ou peu préparés aux exigences de l'action clandestine, confrontés qui plus est à des policiers français et allemands rompus aux techniques de la traque, les résistants de la première heure ont payé un très lourd tribut à leur engagement. La quasi-totalité des organisations pionnières évoquées ont été plus ou moins durement éprouvées par la répression.

Encore une fois, les conséquences sont très différentes en fonction de la zone considérée. La précocité tout comme la férocité de la répression sont particulièrement marquées en zone occupée où les résistants doivent faire directement face aux services spécialisés allemands qui se mettent en chasse très tôt et procèdent, le plus souvent grâce à l'infiltration d'agents doubles, à des coups de filet dévastateurs. C'est ainsi que le réseau Nemrod d'Honoré d'Estienne d'Orves, un des premiers réseaux de renseignement créés par la France libre en métropole, se trouve décapité dès les premiers jours de l'année 1941. Il en va de même pour les pionniers du musée de l'Homme durement touchés par plusieurs vagues successives d'arrestations entre l'hiver 1940 et le printemps 1941.

En comparaison, les résistants de la zone non occupée sont beaucoup mieux lotis. Certes la répression existe, la police de Vichy ne restant pas inactive, mais elle demeure encore mesurée, ménageant marges de manœuvre et possibilités de repli. Ainsi, les coups de filet qui touchent les activistes de La Dernière Colonne (mars 1941), ceux, plus tardifs, qui démantèlent le réseau toulousain Bertaux (novembre 1941) ou affaiblissent le mouvement Combat (janvier 1942) débouchent-ils sur des peines de prison limitées qui ne mettent pas un terme définitif à l'engagement clandestin de leurs auteurs.

Notons également que des pionniers réussissent à passer entre les mailles du filet et intègrent souvent d'autres groupes restés indemnes. Ce faisant, par un processus de pollinisation, ces militants déjà expérimentés répandent les germes de la désobéissance à travers l'ensemble du territoire. En quelque sorte, l'efficacité de la répression contraint la Résistance à muter et à se réinventer sans cesse.

Quelle est, en ces temps pionniers, l'attitude de la population française envers la Résistance ?

Au contraire de ses contemporains qui évoquent une indifférence voire même une certaine hostilité à leur égard, Germaine Tillion note : « Nous n'étions qu'une poignée en 1940, mais étions-nous déjà représentatifs d'une part importante de l'opinion française ? En ce qui me concerne, je l'ai cru dès le premier jour et il me semble qu'aucun de mes camarades n'a jamais mis la chose en doute devant moi [...]. Je crois cependant que nous avons, dès le début, bénéficié d'une sympathie passive assez large. Grâce à la répression allemande (qui a commencé son rôle de recruteur de la Résistance dans la seconde moitié de 1941), cette sympathie latente est devenue de plus en plus active d'année en année¹². » Aussi minoritaires soient-ils, certains des premiers résistants auraient ainsi rencontré de bonne heure une forme d'assentiment, de soutien tacite ou, tout au moins, la bienveillance de certaines composantes de la population.



Porte-photo de Jean-Marie Delabre, 16 ans, membre du groupe des « Volontaires de la Liberté » contenant des extraits d'une brochure britannique et un portrait du général de Gaulle, sans date

MRN/fonds Jean-Marie Delabre et Marie-Louise Mésseau, 2005

Mais peut-on alors parler d'un deuxième cercle gravitant autour des résistants et leur prêtant main-forte ?

Tout en se gardant bien de confondre Résistance (comme action transgressive et consciente contre l'Occupant et Vichy) et simples sentiments anti-allemands, il a bien existé, autour et en retrait des résistants actifs, un deuxième cercle composé de ceux qui, sans jamais être membres d'une organisation au sens strict du terme, prêtent occasionnellement main-forte. Or, ce deuxième cercle est indispensable et même consubstantiel au développement d'une Résistance dont il constitue en quelque sorte le substrat nourricier¹³. Dans les domaines de l'entraide et de l'évasion, de la contre-propagande, ou plus

tard dans celui du sauvetage, ces logiques de solidarité sont à l'œuvre. À compter de l'hiver 1940-1941, un certain nombre de faits démontrent combien la désobéissance déborde déjà de son lit initial pour mordre sur des franges plus larges de la société. Parmi d'autres, la manifestation étudiante et lycéenne autour de la place de l'Étoile le 11 novembre 1940, la campagne des « V » qui envahit les murs des villes de France au printemps 1941, les imposants cortèges qui défilent à Rennes, Nantes, Lille et Paris lors de la fête de Jeanne d'Arc le 11 mai 1941, les obsèques d'aviateurs britanniques transformées en ferventes démonstrations anglophiles et anti-allemandes ou encore la grande grève des mineurs du bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais de mai-juin 1941 constituent les signes avant-coureurs d'un raidissement de l'opinion publique. Encore une fois, ces diverses manifestations collectives ne signifient pas que tous ceux qui y prennent part soient devenus des résistants actifs. Mais elles témoignent de l'enracinement, dès le début de l'année 1941, d'un état d'esprit frondeur favorable à la Résistance, de phénomènes de contagion et d'entraînement. Bref, elles dessinent les contours d'un continent de la transgression qui ne se limite déjà plus à quelques archipels isolés. La Résistance commence à trouver dans la société de nouveaux soutiens.

¹² Germaine Tillion, « Première Résistance en zone occupée... », art. cit., p. 108.

¹³ Cette approche a notamment été développée par Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La Résistance civile en Europe, 1939-1943*, Payot, 1989.

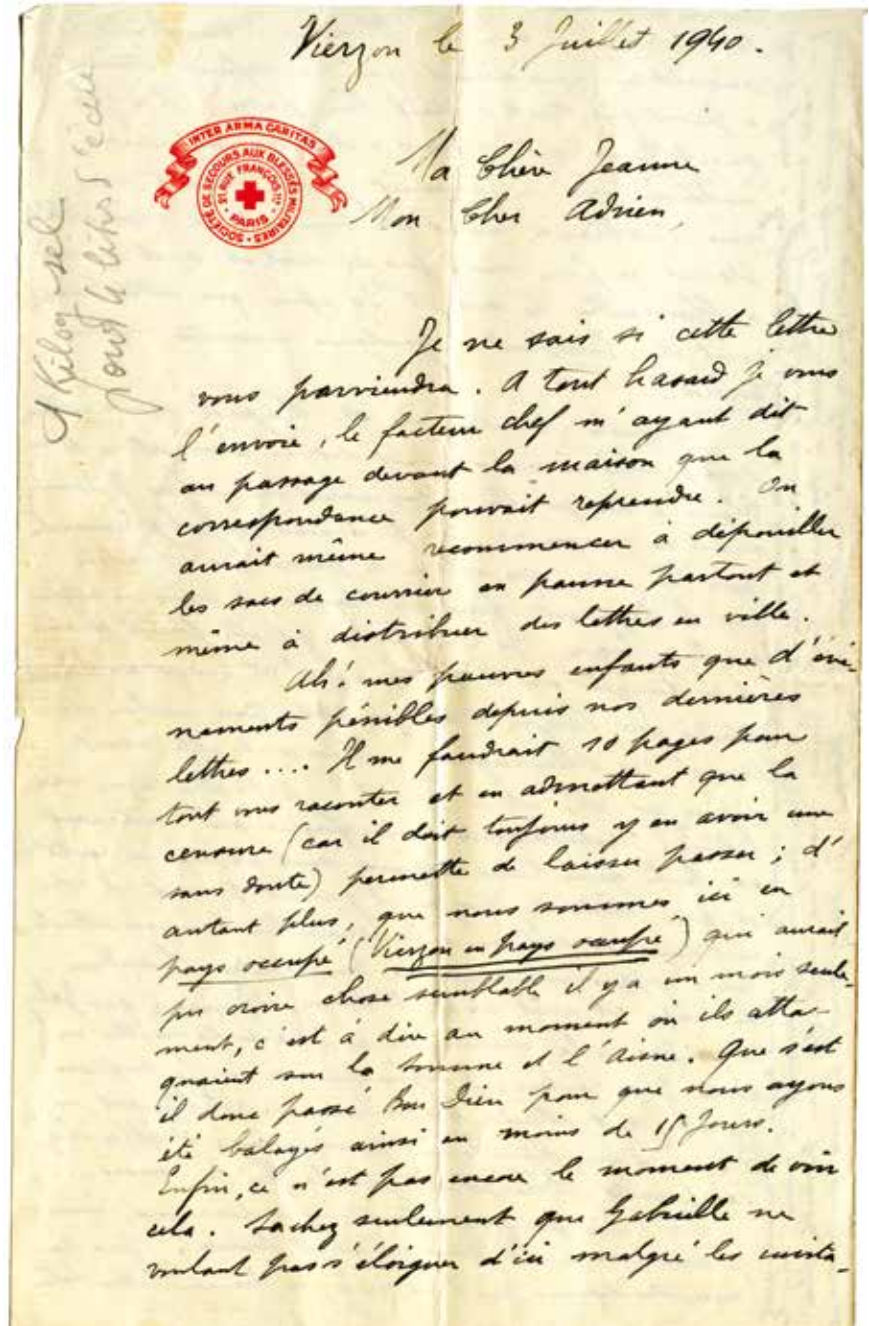
Faire face à la défaite

En mai-juin 1940, la France est battue en six semaines par son adversaire de la Première Guerre mondiale. Plusieurs millions de Français sont sur les routes afin d'échapper à l'avancée inexorable de l'ennemi. Quand le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, annonce le 17 juin 1940 qu'il demande l'armistice, la plupart des Français font confiance au prestigieux chef de la Grande Guerre et accueillent la nouvelle avec soulagement et résignation. Pour la majorité, alors que les Allemands s'installent et qu'un nouveau régime va diriger le pays, fuir est désormais inutile. Pour les fonctionnaires la question de coopérer ou de s'opposer à l'Occupant se pose.

■ Le lundi 17 juin 1940, Louis Michon s'apprête à quitter Vierzon où il réside pour échapper aux troupes allemandes qui progressent vers le sud après être entrées dans Paris trois jours plus tôt. Alors qu'il déjeune avec ses proches avant de prendre la route, il entend à la radio que Pétain a demandé l'armistice. Louis Michon décide de demeurer sur place.

Le 3 juillet, il écrit à ses neveu et nièce pour leur donner des nouvelles et les rassurer. Il explique son choix. « Je redoutais terriblement de nous embarquer ainsi sans savoir si nous pourrions passer, si nous ne serions pas mitraillés sur les routes, etc... etc. D'autre part, laisser la maison seule c'était tout abandonner, tout perdre. »

Le mardi 18 juin, les ponts de Vierzon sont minés. Le jeudi 20 juin, les troupes coloniales présentes ne peuvent empêcher la *Wehrmacht* d'investir Vierzon.



Les Allemands sont partout. Louis Michon, qui doit loger un temps deux d'entre eux, a du mal à l'admettre. « Nous sommes ici en pays occupé (Vierzon en pays occupé) », écrit-il dans sa lettre en soulignant rageusement la formule qu'il utilise. Plus loin, il précise, comme pour montrer son désarroi: « Montluçon qui est encore en France, tandis que Vierzon et Bourges sont (pour combien de temps?) en Allemagne ».

Comme la plupart des Français, Louis Michon subit de plein fouet le choc de la défaite qui brise toutes ses certitudes, à commencer par celle d'une France

puissante qui ne pouvait que l'emporter face à l'Allemagne. « Qui aurait pu croire chose semblable il y a un mois seulement, c'est-à-dire au moment où ils attaquaient sur la Somme et l'Aisne. Que s'est-il donc passé, Bon Dieu, pour que nous ayons été balayés ainsi en moins de 15 jours? »

Lettre de Louis Michon à son neveu Adrien et à sa nièce Jeanne, 3 juillet 1940
MRN, 2011

PRÉFECTURE
D'ÈURE-ET-LOIR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CABINET DU PRÉFET

Chartres, le 17 Septembre 1940

Mirault

28

Le Préfet d'Eure-et-Loir

*Betr:
Vertreibungs-
Ex-pulsi-
ous*

à Monsieur le Chef de la Feld-Kommandatur 75I
(Militärverwaltungsgruppe)

J'ai eu, à maintes reprises, l'occasion de vous signaler les procédés inhumains employés par ^{certains} les troupes d'occupation à l'égard d'habitants expulsés purement et simplement de leur logement sans considération d'âge ni de sexe.

Je viens d'être informé encore qu'à Meslay-le-Vidame, le 1er Septembre, un sous-officier s'est présenté chez une dame veuve de 72 ans, qui a perdu deux

Lettre de Jean Moulin au *Feldkommandant* de Chartres, 17 septembre 1940

MRN/fonds Robert Chambeiron, 2018.31

■ Le 17 septembre 1940, Jean Moulin, préfet d'Eure-et-Loir depuis janvier 1939, écrit au commandant allemand à Chartres pour dénoncer le comportement de ses hommes. Des logements ont été réquisitionnés de force pour loger les troupes d'occupation. Jean Moulin entend venir en aide à ses administrés. Pour convaincre son interlocuteur, il évoque dans sa lettre des « procédés inhumains », mais il corrige « employés par les troupes allemandes » par « employés par certaines troupes allemandes ». Le sens du devoir n'exclut pas celui de la diplomatie.

Jean Moulin sait que le sujet est sensible. L'Occupant a largement diffusé une affiche demandant de faire « confiance au soldat allemand ». Personnellement, dès le 17 juin 1940, il s'était opposé aux Allemands qui voulaient qu'il accuse des soldats noirs de l'armée française de crimes imaginaires contre des civils. Jean Moulin ne va pas pouvoir s'interposer très longtemps entre l'Occupant et la population. Apprécié comme fonctionnaire mais considéré comme un opposant potentiel au régime de Vichy, il est révoqué le 2 novembre. Le futur délégué du général de Gaulle quitte Chartres le 15 novembre.

Rejoindre l'Angleterre, rallier de Gaulle

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle lance un appel sur Radio-Londres. En France, certains parmi ceux qui l'ont entendu décident de le rejoindre en Angleterre. D'autres prennent connaissance de son appel sur place. Pour tous ceux-là, le général de Gaulle devient le symbole du refus de la défaite, de la volonté de résister, et ils choisissent de se rallier à lui. Ils constituent les bases de ce qui va devenir la France libre.

■ En juin 1940, Forest Yeo-Thomas, citoyen britannique résidant en France depuis son enfance, est engagé dans la *Royal Air Force* et affecté à l'aéroport du Bourget, près de Paris. Lorsque la défaite est consommée, il réussit à embarquer sur un cargo à la Pointe de Grave.

Avant de quitter la France, le 18 juin, il envoie une ultime carte postale à son amie José Dupuis pour lui dire qu'il ne fuit pas et qu'il n'abandonne pas le pays qui l'a accueilli depuis si longtemps. Il déclare à son amie « Nous reviendrons vous libérer ». Ce « nous » est l'expression d'une certitude : les Britanniques ne pourront pas laisser durablement la France sous la domination allemande. Pour donner plus de force à sa promesse, Forest Yeo-Thomas choisit le monument de la pointe de Grave. Édifié en 1919, il rend hommage au départ de La Fayette en 1777 pour rejoindre les insurgés lors de la guerre d'indépendance des États-Unis, mais aussi à l'arrivée des premiers soldats américains en 1917 pour venir en aide aux Français pendant la Première Guerre mondiale. Le « Nous reviendrons » de Forest Yeo-Thomas entre en écho avec le « La Fayette, nous voilà » lancé par les *Sammies* lorsqu'ils arrivent en France. Il est écrit le même jour que l'appel du général de Gaulle.

En mai 1942, les Allemands font sauter le monument de la pointe de Grave, à la fois symbole de l'amitié franco-américaine et point de repère pour les bombardiers alliés opérant au-dessus de l'estuaire de la Gironde.

Carte postale envoyée avant son départ de France par Forest Yeo-Thomas, 18 juin 1940

MRN/fonds Joséphine Dupuis, Léon Faille, Forest Yeo-Thomas, 2011





Lampe tempête d'un des bateaux partis de l'île de Sein en juin 1940

MRN/collection historique, 1985

■ Le 20 juin 1940, les Allemands sont à Quimper. Les habitants de l'île de Sein, au large du Finistère, n'ont pas entendu l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940, mais certains peuvent écouter celui du 22. Encouragés par le curé et le maire, et soutenus par les femmes, plus d'une centaine d'hommes, jeunes et moins jeunes, décident de quitter l'île et de rejoindre le général de Gaulle en Angleterre. Le 24 juin, deux bateaux avec 55 volontaires appareillent dans la soirée, afin de profiter de la nuit pour éviter d'éventuelles attaques allemandes. Le 26 juin, trois autres bateaux avec 50 nouveaux partants prennent la mer en direction des côtes britanniques. Au total, 140 Sénans rallient le Royaume-Uni. 128 s'engagent dans les Forces navales françaises libres. Quand le 6 juillet 1940, le général de Gaulle passe en revue les premiers Français libres à Londres, les Sénans représentent plus du tiers des marins. Le chef de la France libre résumera cet apport à la fois essentiel et symbolique des Sénans en proclamant: « L'île de Sein est donc un quart de la France! ».

■ Officier du corps expéditionnaire français en Norvège, André Dewavrin arrive à Brest le 17 juin 1940 et repart immédiatement pour l'Angleterre avec sa division. Voulant continuer le combat, il rallie le général de Gaulle le 1^{er} juillet. Ce dernier le charge de mettre en place le service de renseignement de la France libre, appelé 2^e Bureau puis finalement Bureau central de renseignement et d'action.

André Dewavrin devient officiellement membre des Forces françaises libres le 15 août sous le pseudonyme de Passy. Son acte d'engagement porte le n° 86. En décembre 1940, le caporal Louvier crée pour les FFL un insigne surnommé le « moustique »: un glaive entouré des ailes de la victoire et de la couronne de laurier, ornés des trois couleurs nationales et portant la mention « France libre ». André Dewavrin reçoit l'exemplaire n° 1.



Insigne des Forces françaises libres (FFL) dit « Moustique » ayant appartenu au colonel Passy, portant au revers le numéro « 1 », sans date
Collection particulière Daniel Dewavrin (prêt)

00086

FORCES FRANCAISE LIBRES.

ACTE D'ENGAGEMENT.

No de l'engagement 00086D

Par devant nous, Intendant militaire, (1) L'Intendant Militaire MENGUY
représentant le Général de Gaulle, Commandant en Chef les Forces Françaises Libres, a comparu M (2) PASSY, Capitaine
M. (2) Passy a déclaré :
— avoir pris connaissance du statut du personnel des Forces Françaises Libres.
— s'engager à servir avec Honneur, Fidélité et Discipline dans les Forces Françaises Libres pour la durée de la guerre actuellement en cours.

à Londres le 15 Août 1940.

L'Intendant Militaire (1).



Lu et approuvé (3).
Lu et approuvé
Signature de l'engagé
Passy
Signature de deux témoins.
[Signature] [Signature]

(1) nom de l'Intendant Militaire ou de l'Officier en faisant fonction.
(2) nom et prénoms de l'engagé, avec le grade éventuellement.
(3) mention à porter en toutes lettres de la main de l'engagé.

L'acte d'engagement est établi en deux exemplaires :
L'exemplaire blanc est à conserver par le Bureau de Recrutement.
L'exemplaire bleu est à remettre à l'engagé.

5345

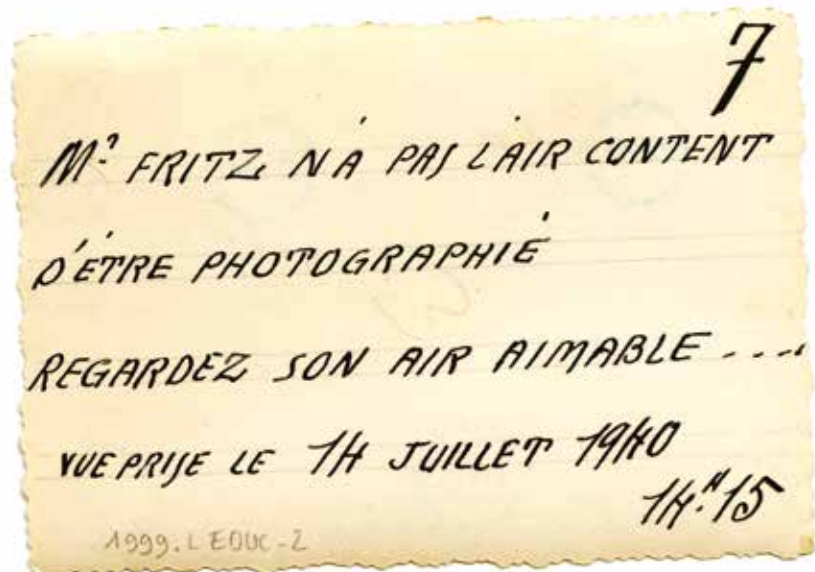
(120) M.F.F. 12000 0/00 A.A. R.W. 126 Op. 443

Acte d'engagement d'André Dewavrin, dit Passy, 15 août 1940

Collection particulière Daniel Dewavrin (prêt)

Faire quelque chose en zone nord occupée

En zone nord, les autorités occupantes imposent immédiatement un contrôle très strict du territoire et de la population. Les attroupements dans les rues sont interdits, la presse et la radio sont sous surveillance, la circulation des personnes est soumise à autorisation. Les troupes d'occupation sont installées dans les villes et dans de nombreux villages, où leurs panneaux indicateurs se multiplient. La propagande allemande s'immisce partout, sur les murs, dans les journaux, à la radio, dans les salles de cinéma. Les drapeaux à croix gammée flottent sur les bâtiments réquisitionnés tandis que le drapeau tricolore est interdit en zone nord par l'ordonnance du 28 août 1940. Ultime symbole de la domination imposée par les autorités du Reich, la France vit dorénavant à l'heure allemande.



Photographies prises à Paris et en région parisienne, 1940-1941
MRN/fonds Daniel Leduc, 1999

■ Les refus initiaux proviennent d'abord du sursaut de quelques consciences individuelles. Ainsi, alors que la photographie en extérieur est interdite et la fourniture de matériels photosensibles particulièrement contrôlée par les autorités allemandes, à Paris et en région parisienne, un inconnu réalise plus de 600 photographies dont les commentaires ironiques dénotent un esprit frondeur et rebelle à toute forme d'occupation et de collaboration.

Elles sont prises sans précaution apparente. Leur auteur ne semble pas vouloir se cacher. Ses commentaires ironisent sur les vainqueurs qui veulent apparaître respectueux, leur attribuent le surnom moqueur de « Fritz », quand d'autres utilisent celui de « Boches ». La présence dans l'espace public de signes de l'Occupant l'insupporte au plus haut point.



N° 11

PARIS ARC DE TRIOMPHE
 LES "FRITZ" RENDENT HOMMAGE
 AU SOLDAT INCONNU TUÉ PAR EUX
 EN 1914-18 VUE PRISE DIMANCHE
 21 JUILLET 1940 18⁴⁰

102 N° 102

SOMMES NOUS EN FRANCE OU EN
 ALLEMAGNE 9 9 9 9 9
 LA MAJORITÉ EMPORTE, DEUX AFFICHES
 ALLEMANDES), UNE FRANÇAISE... CONCLUSION!
 S^tCLOUD 29 SEPT. 1940
 18⁴⁰30



232

UN INCIDENT VIENT DE SE PRODUIRE.
 RUE DE RIVOLI, UN OFFICIER ALLEMAND A
 SORTI SON REVOLVER, APRES AVOIR ETE
 HUE, LA POLICE DEGAGE LA RUE - .
 TOUT DOU. TOUT DOU, TOUT DOUCEMENT
 JOURNÉE HISTORIQUE DU 11 MAI 1941 18⁴¹45

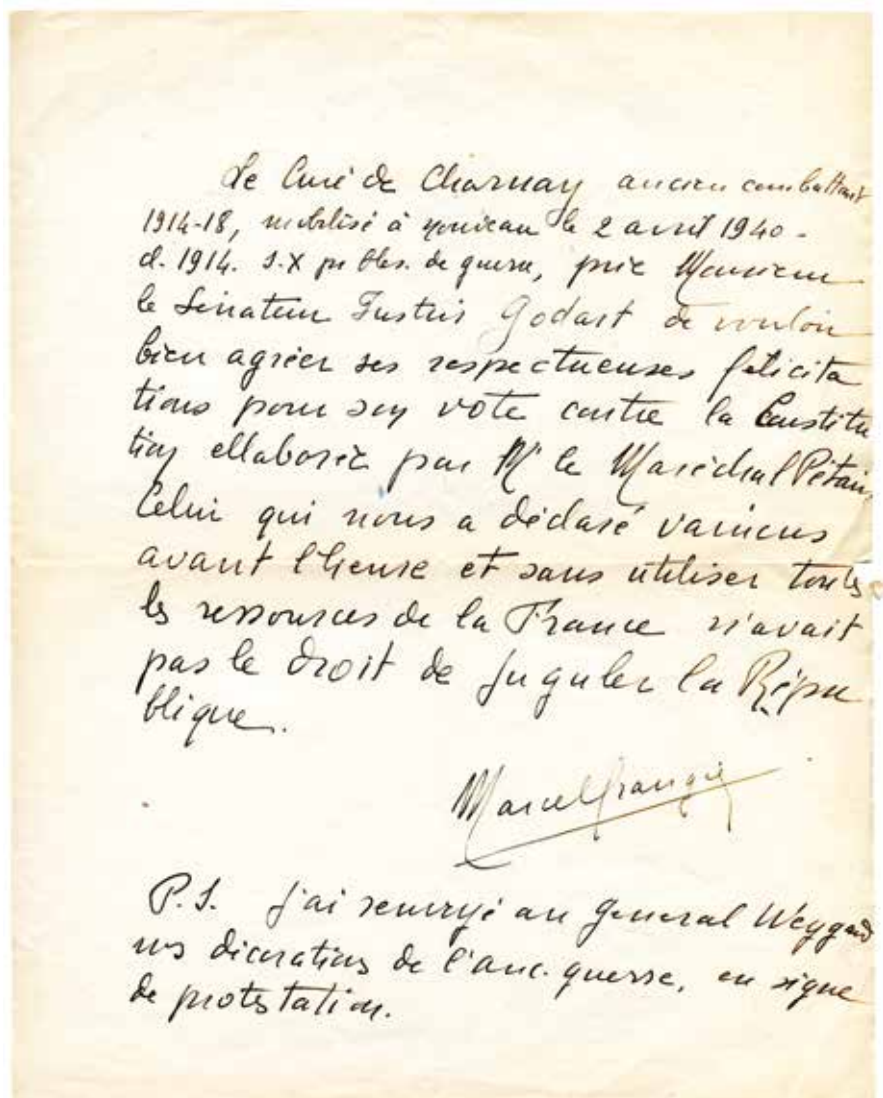
Ces commentaires révèlent la volonté d'un individu de ne pas se laisser dominer par les événements. Il veut faire quelque chose, comme beaucoup d'autres Français. Lui dispose d'un appareil photo qui devient son moyen de passer à l'action. Chaque fois qu'il prend un cliché, il sait qu'il reprend une part de cette liberté qu'on lui a volée. Quand il ajoute quelques mots incisifs au dos d'images apparemment banales, il les transforme en acte de rébellion.

La question importante, mais sans réponse possible, est de savoir si les commentaires étaient destinés à être lus par d'autres personnes que le photographe. Peut-être n'étaient-ils destinés qu'à permettre à leur auteur de supporter plus facilement une situation qui le révoltait et le scandalisait (« Trahison, lâcheté, fuite éperdue », écrit-il en avril 1941). L'incident du 11 mai 1941, rue de Rivoli à Paris, tel qu'il est rapporté, montre que l'opposition à l'Occupation n'est plus seulement le fait d'individus isolés, mais qu'elle s'exprime aussi par des actes collectifs plus ou moins spontanés. En saisissant ce moment et le faisant revivre avec ses propos ironiques, le photographe inconnu en devient un des acteurs et participe à ce processus lent mais continu qui est en train de faire émerger un peu partout en France les premières organisations structurées de la Résistance.

En zone sud, dans la France du maréchal Pétain

Ultra-minoritaires, les résistants de la première heure se trouvent d'abord isolés au milieu d'une population assommée par la défaite, au mieux indifférente, au pire hostile. En zone sud, qui n'est pas occupée, les premières initiatives émergent lentement. Il faut attendre l'automne 1940 pour voir apparaître La Dernière Colonne autour d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, le Mouvement de Libération nationale du capitaine Henri Frenay, le mouvement Liberté de François de Menthon ou encore le cercle lyonnais France-Liberté, tandis que la propagande – papillons, tracts et premiers journaux – reste encore souvent l'activité exclusive.

Lettre du curé de Charnay (Rhône)
au sénateur de sa circonscription,
Justin Godart, [juillet 1940]
MRN/fonds Justin Godart, 2011



Le curé de Charnay ancien combattant
1914-18, médaille à titre de 2 août 1940 -
d. 1914. S.X. pub. de guerre, pour l'honneur
le Sénateur Justin Godart de vouloir
bien agréer ses respectueuses félicita-
tions pour son vote contre la Constitu-
tion élaborée par M. le Maréchal Pétain.
Celui qui nous a déclaré vaincus
avant l'heure et sans utiliser toutes
les ressources de la France n'avait
pas le droit de juguler la Répu-
blique.

Marcel François

P.S. J'ai renvoyé au général Weygand
nos décorations de l'anc. guerre, en signe
de protestation.

■ Le 10 juillet 1940, les parlementaires français réunis à Vichy donnent à Philippe Pétain les pleins pouvoirs. La République n'existe plus.

Le curé de Charnay, ancien combattant de la Grande Guerre, est profondément choqué par ce coup d'État sous une apparence légale. Homme d'Église, il se considère d'abord comme républicain. Pour lui, il est inconcevable que la France victorieuse en 1918 accepte sa défaite en 1940 (« déclarés vaincus avant l'heure »). S'il félicite Justin Godart d'avoir été un des 80 parlementaires ayant refusé de donner au maréchal Pétain les pleins pouvoirs, il semble partager le point de vue des députés et sénateurs partis sur le paquebot *Massilia* pour tenter de continuer la lutte depuis l'Empire (« utiliser toutes les ressources de la France »).

Le curé de Charnay n'est absolument pas sensible à l'aura du grand chef militaire. Il voit plutôt « M. le Maréchal Pétain » comme un défaitiste, sinon un traître. Symboliquement, afin de montrer son désaccord profond avec les choix des nouveaux dirigeants français, le curé ancien combattant annonce qu'il a renvoyé ses médailles militaires au général Weygand, ministre de la Défense nationale du maréchal Pétain.

Pampelonne 8 décembre 1940

Monsieur Henry

Je viens de relire votre lettre du 28 Novembre et avec vous je dis Vive la France, Vive l'Angleterre et je suis bien heureuse de partager votre opinion ainsi que les miens, le patron ou le travailleur, mes locataires, les voisins je crois qu'il en est de même de tout le village, je vous prie de croire que ce n'est pas ici que les boches seraient accueillis avec des fleurs.

Je vais tous les soirs passer 2 heures avec mes locataires ils ont un Poste ce que c'est intéressant d'entendre les Anglais seulement des fois c'est tellement brouillé qu'on entend à peine, et ce sont encore les boches qui sont cause de ça la vérité ne doit pas se savoir, pourquoi faut-il qu'ils soient les maîtres, ceux qui ont travaillé au malheur de la France ne devaient pas croire en arriver là et faire tant de malheureux, et des malheureux innocents de tout petit à petit ils prennent tout les pommes de terre, sont si rares dans les villes il y a des endroits à Montpelliér il y a 3 mois qu'ils n'en ont pas le pain va se faire encore plus rare, les récoltes ont valu si peu

■ En décembre 1940, Marie Finieys, de Pampelonne, un village du Tarn de 1200 habitants, écrit à Henri Dufrenois. En toute transparence, elle partage avec son correspondant son soutien aux Anglais qui continuent seuls la lutte face aux Allemands. Ses propos soulignent que le village tout entier semble animé des mêmes sentiments: « Je vous prie de croire que les Boches ne seraient pas accueillis avec des fleurs ». L'écoute de la BBC chez les voisins semble une activité sans risque (« ce que c'est intéressant d'entendre les Anglais »).

De manière générale, toutes les difficultés sont mises sur le dos des Allemands. Les pénuries qui se multiplient sont les motifs d'inquiétude du moment. Les habitants de la zone sud se rendent compte qu'une grande partie des richesses économiques de la France se trouve dans la zone nord, dorénavant entre les mains de l'Occupant.

Lettre de Marie Finieys
(Pampelonne, Tarn) à Henri Dufrenois
(Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme),
8 décembre 1940

MRN/fonds Raphaël Aboulker
et Marianne Dufrenois-Aboulker, 2017.23

Résister en territoire rattaché ou annexé

Les Allemands décident de rattacher les départements du Nord et du Pas-de-Calais au commandement militaire de Bruxelles (MBB) et non à celui de Paris (MBF), qui administre l'essentiel de la zone occupée. Quant aux départements d'Alsace et de Moselle, revenus à la France en 1918, ils sont annexés de fait par l'Allemagne et immédiatement germanisés et nazifiés.

Proclamation de l'Oberfeldkommandant de Lille menaçant la population de sanctions en cas d'aide aux soldats alliés ou de toute autre forme de résistance, 13 mars 1941

MRN/collection historique, 1985

■ Le 17 mars 1941, l'Oberfeldkommandant de Lille rappelle par voie d'affiche que les populations de la zone rattachée au commandement militaire de Bruxelles doivent cesser tout contact avec les militaires britanniques et signaler tout acte pouvant être considéré comme hostile à l'armée allemande, un signe que l'anglophilie est largement partagée.

En effet, dans les départements du nord de la France, les habitants conservent un souvenir vivace de la présence des Britanniques durant la Première Guerre mondiale. Durant quatre années, les *Tommies* se sont battus sur le sol français pour contenir l'Armée allemande. Ces territoires sont parsemés de cimetières britanniques.

Après l'armistice, des prisonniers de guerre britanniques qui parviennent à s'échapper bénéficient de la mise en place des premières filières d'évasion vers la zone sud avec le soutien des premiers agents envoyés en France. Aux soldats en errance, s'ajoutent bientôt les aviateurs britanniques dont l'avion a été abattu et qui ont dû sauter en parachute sur la France. Les Allemands punissent sévèrement toutes les actions qui leur viennent en aide.

Les Allemands ne peuvent accepter que des militaires britanniques puissent leur échapper alors que le Royaume-Uni est encore leur seul adversaire. De plus, dans la perspective de l'extension de la guerre en Europe de l'Est, il est impératif que l'Europe de l'Ouest occupée soit pacifiée. Des sanctions très lourdes sont annoncées pour ceux qui contreviendraient aux injonctions de l'affiche.



Le 11 Novembre

Une journée comme celle d'aujourd'hui peut nous faire revenir à nous-même. Oserons-nous lever la tête sous le poids qui nous pèse? En avons-nous le droit? Non! Mais nous en avons le devoir!

On nous a supprimé le libre exercice de la langue française en nous assurant que l'allemand serait "notre" langue.

On a dissous toutes nos sociétés, notre activité sociale, artistique, amicale pour nous imposer une activité nationale-socialiste.

On a valorisé nos traitements et salaires à raison de 20:1 en permettant aux Allemands inondant l'Alsace d'acheter ce qui bon leur semble, c'est-à-dire ce qui leur manque là-bas.

Bon nombre de nos amis sont restés de l'autre côté des Vosges en nous laissant seuls. Des chers nous nous manquent.

A leur place on nous impose des noms, hélas! trop connus face auxquels la confiance nous manquera toujours, les Dr. Ernat, Spiesser, WShrle, Arthur Dinter, Brill, Fritz Engel, Dr. Lutz, Songartz, Ebert Wagner, et d'autres noms qui nous sont étrangers. Qu'est-ce pour nous un Robert Wagner? Que sait-il de nous? Que veut-il de nous? Que pourra-t-il nous dire le 11 Novembre? Il nous insultera et croit nous en imposer. Il nous dépeint notre défaite de Juin dernier et ne sait à quel point il nous paraît odieux.

Nous disions plus haut que nos amis restés en France nous ont laissés seuls. Mais nous restons les gardiens de notre et de leur pays, d'une Alsace qui n'est libre que dans nos rêves, qui n'est libre que dans nos cœurs et dans nos espoirs. Le gouvernement français lui-même semble nous ignorer. Que fera-t-on de nous? Les Allemands nous déclarent que l'Alsace sera annexée purement et simplement. Où sont les "protestations" de 1871? Personne ne nous répond à notre appel!

Dans les rues de notre ville; hélas encore bien silencieuse, nous passons le long des rangées de maisons, nous nous arrêtons au coin pour ne pas rencontrer quelqu'un qui puisse nous arrêter. Que faut-il se dire en se rencontrant dans la rue? Faut-il rester, faut-il partir?

C'est à tous les amis rencontrés hier que je m'adresse ce jour du 11 Novembre.

Il faut que nous restions en contact; il faut que nous gardions la flamme du souvenir. Tant pis si l'on ne comprendra pas, tant mieux si un jour nos espoirs se réalisent. Voulez-vous mes amis, que nous serions les rangs en élargissant notre amitié jusqu'à l'amour immense de la Patrie absente?

Vous ne communiquerez vos nouvelles. Nous les enverrons à tous les camarades. Si vous en avez l'occasion, faites multiplier cette lettre et faites-la parvenir à d'autres pensant comme nous. Mais soyez prudents, car il faut craindre de bien singulières méthodes de surveillance. Dites-nous, à l'occasion comment nous pourrions faire vivre ce modeste petit journal.

Première page du journal clandestin

L'Alsace, journal libre, n° 1,

11 novembre 1940

Bibliothèque nationale de France

RES-G-1479-11

■ Le 28 juin 1940, jour anniversaire du traité de Versailles, Adolf Hitler est à Strasbourg et la ville devient le siège de l'administration allemande sous l'autorité du *Gauleiter* de Bade-Alsace, Robert Wagner. Le 17 juillet 1940, ce dernier déclare que « le problème de l'Alsace n'existe plus. Le destin de l'Alsace est définitivement réglé. Le peuple alsacien parle de nouveau la langue allemande, sa langue maternelle ». Camille Schneider, professeur et homme de lettres, ne peut se résoudre à la germanisation et à la nazification des départements français annexés. Le 11 novembre 1940, date anniversaire de la défaite des Allemands en 1918, il fait paraître le premier numéro du journal *L'Alsace*, qu'il rédige tout seul et en français. Il l'adresse par la poste à ses amis, mais également aux responsables nazis. Le deuxième numéro est aussi rédigé en français mais, à partir de 1941, les numéros paraissent en allemand sous le titre *Die Elsass Freie Zeitung*. *L'Alsace* est un défi à la politique mise en œuvre par les nazis. Ainsi, Camille Schneider signe ses éditoriaux R.W., les initiales de Robert Wagner, le *Gauleiter* de Bade-Alsace! Bien que recherché par la Gestapo, Camille Schneider ne sera jamais repéré ni arrêté. De 1940 à 1944, il parvient à réaliser et à distribuer 37 numéros de son journal clandestin.

Premiers actes de défi

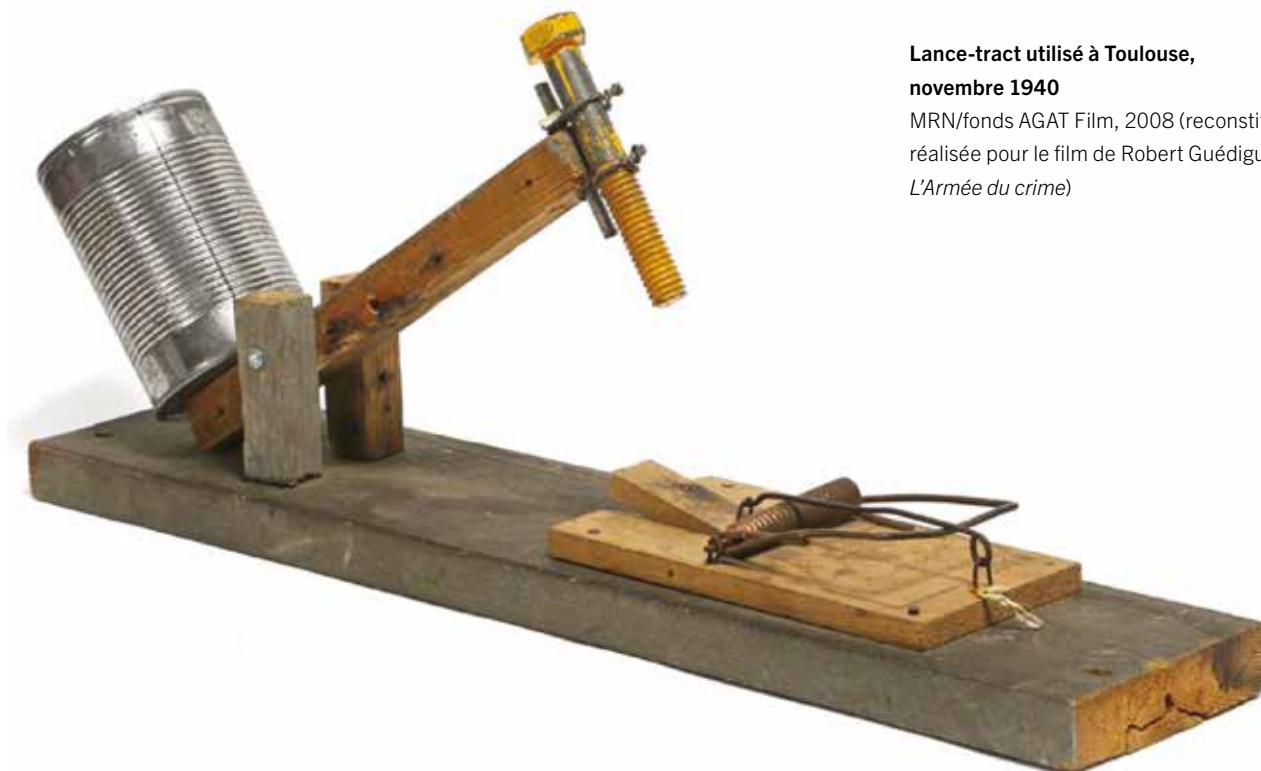
Les premiers actes de résistance sont réalisés avec peu de moyens. Les sectionnements de câbles télégraphiques, téléphoniques ou électriques, les dispersions de crève-pneus, le retournement ou le renversement d'un panneau de signalisation comptent parmi les premiers actes de défi à l'Occupant. Ces gestes sont considérés comme des actes de sabotage et sont durement sanctionnés.

■ Le 5 novembre 1940, le maréchal Pétain visite Toulouse. Les Toulousains sont nombreux dans les rues et font un accueil triomphal au chef de l'État français dont c'est la première visite officielle. Lorsque le cortège arrive rue Alsace-Lorraine, une pluie de tracts anti-Pétain tombe sur la foule depuis les toits.

Un petit groupe de jeunes communistes a décidé de faire une action d'éclat. Jean Bertrand, Yves Bettini, Robert Caussat, Marcel Clouet, André et Angèle Delacourtie, ainsi qu'Angèle Del Rio écrivent et impriment des tracts dénonçant le régime de Vichy et défendant les positions du Parti communiste.

Conscients que les forces de l'ordre seront nombreuses sur le parcours suivi par Pétain, ils mettent au point un appareil qui leur évitera de prendre des risques inutiles. À l'aide d'une tapette à rat et d'une boîte de conserve remplie d'eau faisant contrepoids, ils fabriquent un modèle de lance-tracts qu'ils installent au bord du toit d'un immeuble quelques minutes avant le passage du cortège officiel, puis redescendent se mêler à la foule. Quand la boîte de conserve est vidée, l'écrou s'abaisse et déclenche la tapette à rat qui propulse les tracts sur les badauds dans la rue. Quand les policiers se précipitent pour interpellier les auteurs du lancer, ils ne trouvent plus personne.

La police mène l'enquête. Cinq des sept jeunes sont vite arrêtés ainsi que six autres personnes liées à l'affaire. Ils sont jugés en mars 1941. Yves Bettini est condamné à deux ans de prison ferme, les autres à des peines de prison avec sursis prolongées par des détentions en camp d'internement administratif.



Lance-tract utilisé à Toulouse, novembre 1940

MRN/fonds AGAT Film, 2008 (reconstitution réalisée pour le film de Robert Guédiguian *L'Armée du crime*)

PRÉFECTURE DE L'EURE

AVIS

L'enquête sur les actes de sabotage commis à EVREUX, le 10 Octobre 1940 est en cours.

Les populations comprendront certainement qu'il est de l'intérêt de tous que les coupables soient trouvés.

*La personne qui permettra de les découvrir recevra une prime de **10.000 francs.***

Tous les renseignements susceptibles d'orienter la justice, doivent être fournis au Commissariat de Police d'EVREUX ou à la Gendarmerie Française.

Le Secrétaire général et par ordre : Y. BAYET.

Avis de la préfecture de l'Eure offrant une récompense à qui aidera à découvrir les responsables d'un sabotage à Évreux, automne 1940

MRN/collection historique, 1985

Crève-pneus fabriqués clandestinement et semés sur la chaussée pour entraver la circulation des véhicules des troupes d'occupation, sans date

MRN/collection historique, 1985



Résister dans le milieu scolaire

L'école et l'université sont l'objet d'une attention particulière de la part de l'occupant allemand et de l'État français. Les jeunes sont considérés comme plus à même de se rebeller contre l'autorité, en soutenant ou s'impliquant dans les premières formes de résistance. Des consignes sont donc données aux chefs des établissements secondaires et supérieurs de veiller à ce que les élèves et les étudiants aient un comportement convenable, au besoin en prenant les sanctions nécessaires.

■ Le 30 octobre 1940, le professeur Paul Langevin – physicien réputé et fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes – est arrêté et incarcéré à la prison de La Santé pour ses opinions politiques. Jacques Solomon, gendre de Paul Langevin, lui aussi physicien, et membre du Parti communiste, s'efforce de mobiliser étudiants et professeurs pour faire libérer son beau-père. Une manifestation de protestation a lieu le 8 novembre devant le Collège de France, sans parvenir à rassembler encore beaucoup de monde. Trois jours plus tard, alors que toute commémoration collective de l'Armistice est interdite par l'Occupant, des appels à manifester sont lancés sur Radio-Londres ou diffusés dans les établissements scolaires et universitaires parisiens. Le 11 novembre en fin d'après-midi, plusieurs milliers de lycéens et d'étudiants de gauche, de droite ou apolitiques

Jeunes intellectuels Français !
Relevez vos camarades, vos
professeurs !
Unissez vous autour de
l' Union des Étudiants
et Lycéens Communistes
de France pour la défense
des Droits de l' Intelligence !
Unissez vous pour la défense
de la science et le son libre
développement !
Exigez la libération
immédiate du Professeur
Langevin !
Union des Étudiants et Lycéens
Communistes de France.

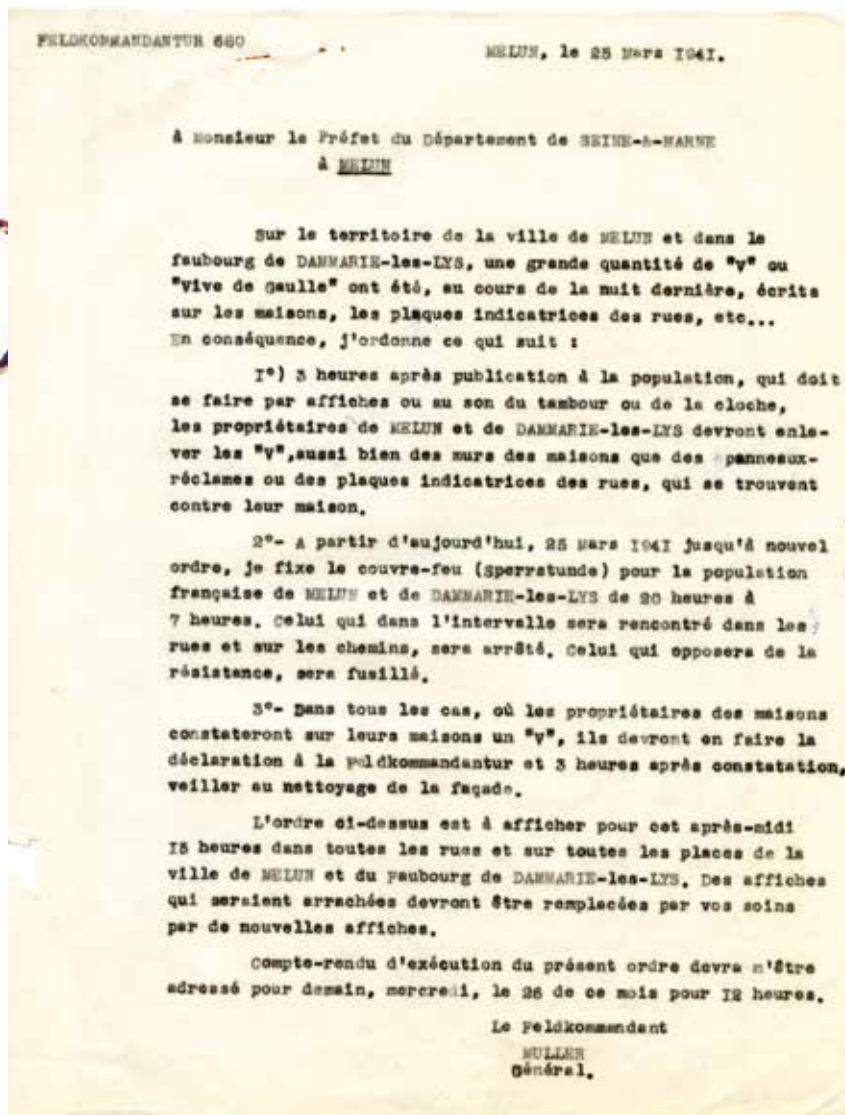
défilent les forces de police en formant des groupes plus ou moins organisés à proximité de la tombe du Soldat inconnu, place de l'Étoile. *La Marseillaise* retentit alors que des « Vive la France » et « Vive de Gaulle » éclatent à plusieurs reprises. Les polices française et allemande procèdent à près de 200 arrestations. Paul Langevin est libéré en décembre, puis, après une nouvelle arrestation, assigné à résidence à Troyes (Aube).

Brouillon d'un tract de l'Union des lycéens et étudiants communistes de France, début novembre 1940

MRN/fonds de la famille Langevin – don Annette et Tiapa Langevin, 2018.52



Pendentif avec croix de Lorraine fabriqué par Élisabeth Friang et porté au lycée Molière à Paris, avril 1941
MRN/fonds Élisabeth Friang, 2015.29
(Photo : Pierre Verrier)



■ La jeune Élisabeth Friang, âgée de 17 ans, est élève au lycée Molière à Paris. Résolument patriote, elle ne peut accepter l'Occupation et la Collaboration. Elle se revendique comme gaulliste et cherche par tous les moyens à diffuser dans son établissement les signes de ralliement au général de Gaulle. Avec la complicité d'autres élèves, elle trace des croix de Lorraine sur les vitres embuées ou sur le tableau noir avant l'arrivée du professeur. Elle porte ostensiblement un pendentif fait de fils de laine aux couleurs nationales auquel est accroché une croix de Lorraine découpée dans un morceau de cuir. Élisabeth est vite repérée pour ses activités et elle est exclue.

Dans les mois qui suivent, Élisabeth Friang rejoint la résistance organisée et s'engage sous le pseudonyme de Brigitte.

■ Suite à « la campagne des V » lancée sur les ondes de la BBC en mars 1941, les inscriptions de V et de croix de Lorraine se multiplient à Nantes et dans l'ensemble du département de Loire-Inférieure (actuellement Loire-Atlantique).

Le constat ayant été fait que les jeunes semblent très impliqués dans ces actions, les Allemands demandent aux autorités françaises de prendre les mesures nécessaires. En rappelant la menace de représailles sur la population, l'inspecteur d'académie de Loire-Inférieure s'adresse aux directrices et directeurs d'écoles en leur demandant d'empêcher les vols éventuels de craies et de mettre en garde les élèves suspects.

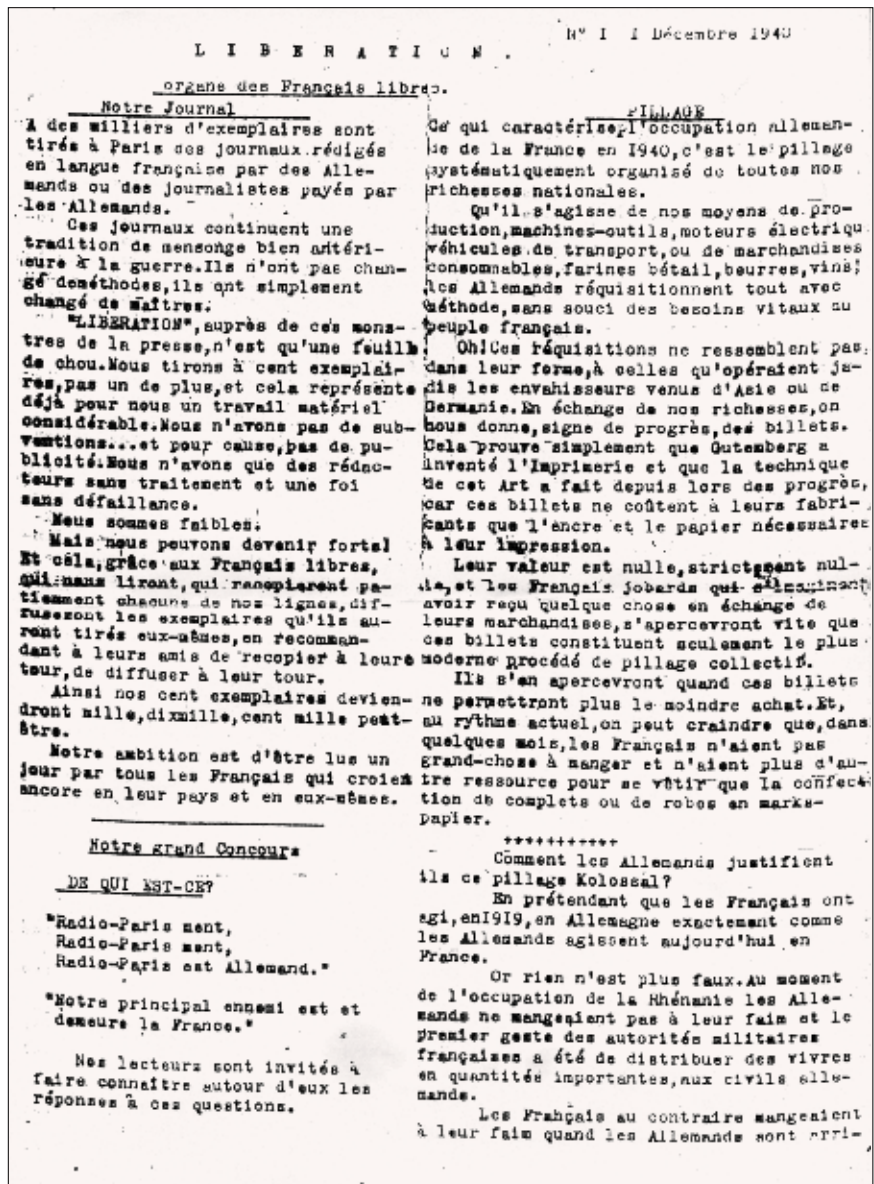
Circulaire de l'Inspection académique de Loire-Inférieure aux directrices et directeurs des écoles publiques concernant la multiplication des V et croix de Lorraine, 1^{er} avril 1941
MRN/fonds Jean Fraud, 1998

Premières publications clandestines

La propagande de l'occupant allemand comme celle de l'État français sont omniprésentes. La parution des journaux, des revues ou des livres est soumise à autorisation. Plus aucun écrit ne peut être diffusé librement. Face à ce constat, les premiers résistants s'efforcent de produire et de distribuer leurs propres publications. La mise en œuvre de ces moyens de contre-propagande donne naissance aux premières organisations structurées.

■ En novembre 1940, après la dissolution des organisations syndicales par l'État français, Christian Pineau, cadre de la CGT avant-guerre, rédige avec Robert Lacoste le *Manifeste du syndicalisme français*, signés par douze responsables syndicaux de la CGT et de la CFTC. Il réunit à son domicile un Comité d'études économiques et syndicales chargé de fournir des informations sur la situation réelle de la France.

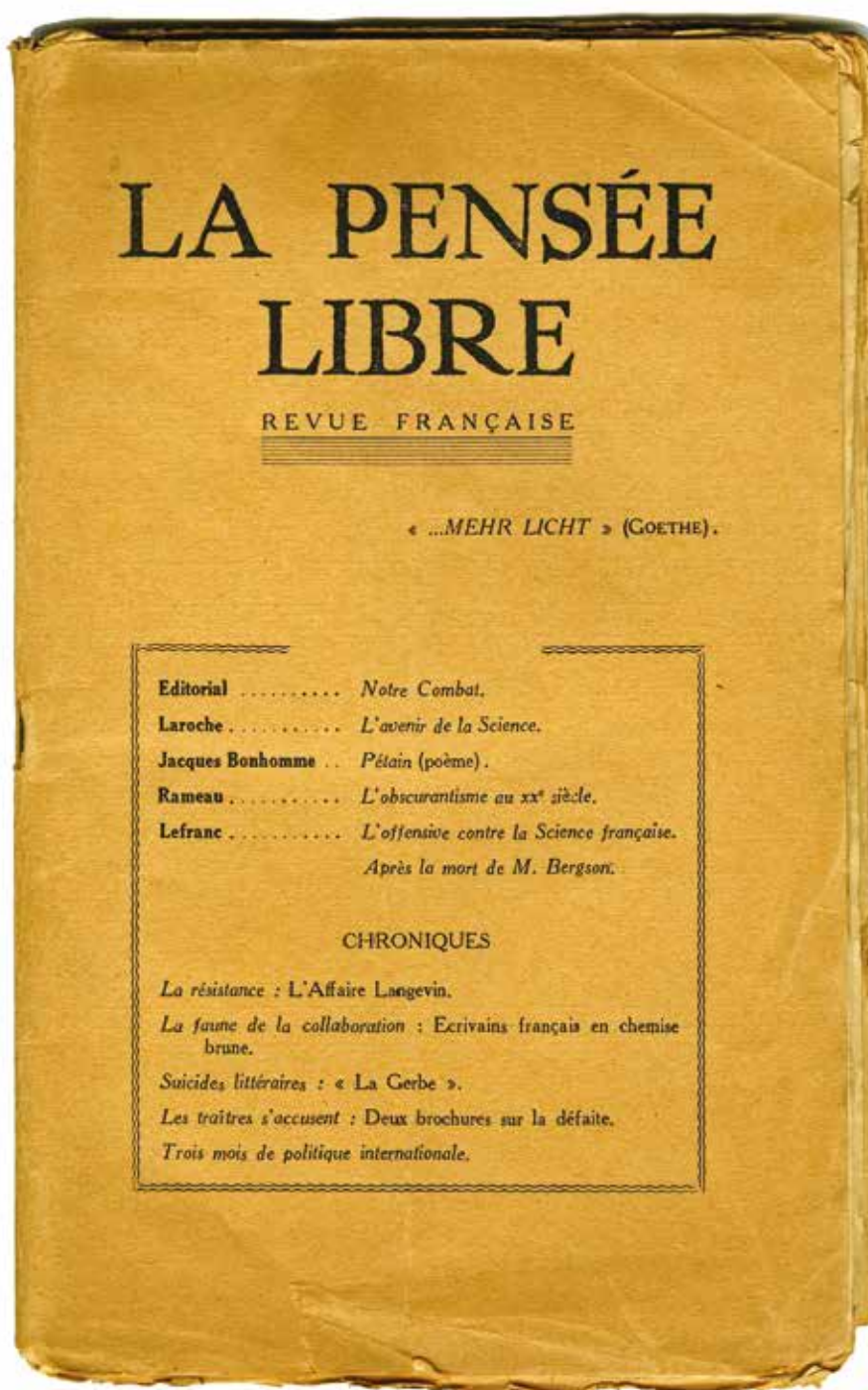
Le 1^{er} décembre 1940, paraît le premier numéro de *Libération*, « organe des Français libres », un hebdomadaire rédigé en totalité par Christian Pineau, comme les 60 numéros qui suivent. Christian Pineau fait preuve d'une franchise étonnante dans son éditorial intitulé « Notre journal ». Il sait l'extrême modestie de cette feuille recto-verso, tapée à la machine avant d'être ensuite ronéotypée, face à « ces monstres de la presse » sous contrôle allemand. Pourtant, il fait le pari de la solidarité et de la complicité militantes : « Nous sommes faibles. Mais nous pouvons devenir forts ! ».



Christian Pineau demande que *Libération* soit recopié et diffusé le plus largement possible. Peu à peu, l'aide d'imprimeurs professionnels et le développement du mouvement qui s'organise autour du journal permettent d'améliorer la présentation et d'augmenter le tirage. *Libération* devient un des principaux titres clandestins de la Résistance en zone nord. Lancés avec peu de moyens, les journaux clandestins qui parviennent à dépasser quelques

Libération [Nord], n° 1, 1^{er} décembre 1940
MRN

mois d'existence finissent par devenir des armes de contre-propagande particulièrement efficaces, répondant aux espoirs de Christian Pineau : « Notre ambition est d'être lus un jour par tous les Français qui croient encore en leur pays et en eux-mêmes. »



La Pensée libre, n° 1, février 1941

MRN/collection historique, 1985

■ Le Parti communiste français (PCF), interdit depuis septembre 1939 du fait du pacte germano-soviétique, se reconstruit dans la clandestinité en suivant les directives de l'Internationale communiste: s'il tente de mobiliser contre l'État français, il dénonce la poursuite d'une guerre présentée comme impérialiste et refuse d'appeler à soutenir le Royaume-Uni dans la lutte contre le *Reich*.

Toutefois, en février 1941, le philosophe Georges Politzer, le physicien Jacques Solomon et le professeur d'allemand Jacques Decour, tous liés au Parti communiste, font paraître *La Pensée libre*, une revue de 96 pages qui se positionne clairement contre le programme idéologique de l'occupant allemand et de l'État français. Dans son éditorial, Jacques Decour précise: « Notre combat, c'est le combat pour la défense et le développement de la pensée française et, par là même, de la science, de la littérature, de la philosophie et de l'art authentiques que l'on voudrait exclure de la "Nouvelle Europe". » Dans son article « L'obscurantisme du XX^e siècle », Georges Politzer démonte point par point la conférence d'Alfred Rosenberg à Paris en novembre 1940, dans laquelle l'idéologue nazi faisait l'éloge de la théorie des races et dénonçait la pensée des Lumières.

La publication de *La Pensée libre* est un tour de force. Le 2^e numéro ne paraîtra qu'en février 1942, alors que l'équipe d'origine est démantelée par une vague d'arrestations. Georges Politzer, Jacques Solomon et Jacques Decour sont fusillés comme otages en mai 1942.

Construire une France libre

L'accord signé avec le gouvernement britannique le 7 août 1940 donne une existence théorique à la France libre qui a cependant besoin de construire sa légitimité dans l'action. C'est la tâche à laquelle vont s'atteler les Français qui vont rallier le général de Gaulle, notamment le capitaine Philippe de Hauteclocque, dit Leclerc, qui accélérera le ralliement du Cameroun, du Tchad et du Congo à la France libre, ou le professeur de droit René Cassin qui s'efforcera de donner une réalité juridique à une construction politique nouvelle. Un combat de haute lutte pour ces « hommes partis de rien ».

■ Du 26 au 28 août 1940, le Tchad, grâce à l'intervention décisive de son gouverneur Félix Éboué, le Cameroun, le Congo et l'Oubangui-Chari (actuelle République centrafricaine) se rallient à la France libre. Deux semaines après l'échec du ralliement de l'Afrique occidentale française, le général de Gaulle commence une tournée en Afrique équatoriale française (AEF), afin d'affirmer le contrôle direct de la France libre sur cet immense territoire.

Le 27 octobre, le chef de la France libre est à Brazzaville, capitale de l'AEF, pour y instituer un Conseil de Défense de l'Empire, amorce d'un gouvernement qui doit pouvoir discuter d'égal à égal avec le gouvernement britannique. Le 20 janvier 1941, paraît le premier numéro du *Journal officiel de la France libre* (JOFL). Inspiré dans sa forme par le *Journal officiel de la République française*, il reprend en première page le texte de l'appel du 18 juin 1940 et celui de l'affiche diffusée en août, documents fondateurs de la France libre. En page 2, le JOFL redonne les termes de l'accord du 7 août. En



page 3, le JOFL expose le Manifeste du 27 octobre qui institue le Conseil de Défense de l'Empire et les ordonnances qui en précisent le fonctionnement, prises « Au nom du peuple et de l'empire français » et toutes signées du « Général de Gaulle, Chef des Français Libres ». Le JOFL publie enfin la Déclaration organique du 16 novembre 1940 qui refuse à « l'organisme dit Gouvernement de Vichy » la prétention de « remplacer le gouvernement de la République » et charge le général de Gaulle de « cette mission dans le respect des institutions

de la France », en attendant le rétablissement de la démocratie et de la représentation nationale dans une France libérée. Largement inspirée par René Cassin, la Déclaration organique est une étape fondamentale de la construction politique de la France libre et de l'élaboration de sa légitimité juridique.

Journal officiel de la France libre, n° 1, 20 janvier 1941

MRN/collection historique, 1985



Couverture de l'album *La France libre par l'Image*, juin 1941
Page 8 et 4^e de couverture
MRN, collection historique, 1985



Le 18 juin 1941, les services de propagande de la France libre font paraître un album bilingue illustré pour le premier anniversaire de l'appel du général de Gaulle. Il s'agit de montrer comment en quelques mois les Français libres sont passés d'une simple légion de volontaires à une organisation contrôlant dorénavant de vastes territoires en Afrique et disposant d'une administration organisée, luttant grâce à des forces militaires dans les trois armes.

La France libre par l'Image a aussi pour objectif de montrer la légitimité du général de Gaulle comme représentant des Français qui veulent continuer la lutte aux côtés des Britanniques. Son portrait, quasiment officiel, dans une posture à la fois altière et décontractée malgré l'uniforme, est présenté en couverture. L'insigne à croix de Lorraine, devenue l'emblème de la France libre, est placé en vis-à-vis. L'album rappelle la cérémonie du 14 juillet 1940 à Londres et se conclut par *La Marseillaise*. Cet affichage des symboles patriotiques de la France a pour but de contester leur appropriation par l'État français de Vichy et d'inscrire la France libre dans la continuité de la France républicaine, alliée fidèle du Royaume-Uni depuis la Grande Guerre, alors que Pétain a demandé l'armistice en violation de l'engagement interallié du 28 mars 1940 de ne pas conclure de paix séparée avec l'ennemi.



Le nouveau Musée de la Résistance nationale

Lieu d'histoire, d'éducation et de citoyenneté

En 2020, le nouveau site d'exposition du MRN a ouvert ses portes à Champigny-sur-Marne.

Au fil des salles, le visiteur découvre un parcours muséographique interactif et innovant, où les documents d'époque alternent avec le multimédia.

Au fil du millier de pièces de la collection exposées, le visiteur parcourt un musée à hauteur d'homme, riche en récits de vie. Tout au long de la visite, les combats et les engagements des résistants sont présentés et expliqués.

Au fil de parcours choisis, le visiteur peut découvrir et comprendre l'histoire de la France durant les années noires à travers les trajectoires d'hommes et de femmes portés par la volonté de résister jusque dans les prisons et les camps de concentration.



Échanges de tirs lors de la libération de Paris devant l'Hôtel Meurice, siège de la *Kommandantur*, rue de Rivoli
MRN/fonds photographique de presse dit du Matin, 1997

Sac à double paroi utilisé par Lise London pour camoufler des documents clandestins
MRN/fonds Lise Ricol-London, 2012
(photo: Didier Rullier)

UN MUSÉE D'HISTOIRE

qui met en valeur toutes les formes de la Résistance, dans toutes ses composantes et dans tous ses engagements, à la lumière des dernières recherches historiques

UN MUSÉE VIVANT

où un riche programme culturel d'expositions, de créations, de conférences permet d'éclairer et d'enrichir l'histoire et la mémoire de la Résistance

UN MUSÉE SENSIBLE

où ce sont les objets et documents laissés par des milliers de résistants français ou étrangers, hommes ou femmes, inconnus, méconnus ou célèbres, qui permettent de découvrir un grand récit collectif

UN MUSÉE CITOYEN

où l'héritage de la Résistance et son combat pour la liberté sont questionnés et enseignés pour parler aux citoyens d'aujourd'hui et répondre aux enjeux de demain



Matériel d'écolier avec lequel Oscar Rosowsky, faussaire au Chambon-sur-Lignon, a réalisé plusieurs milliers de faux papiers
MRN/fonds Oscar Rosowsky, 2015.21 (photo: Didier Rullier)



Poupée réalisée clandestinement au camp de concentration de Ravensbrück. Elle a été offerte pour Noël 1944 à Geneviève de Gaulle alors qu'elle est à l'isolement
Archives nationales/fonds Geneviève de Gaulle-Anthonioz, 761AP29/dépôt au MRN (photo: Didier Rullier)



Un musée éducatif au service de la communauté scolaire

Le MRN propose :

- **Des visites libres ou commentées** de l'exposition permanente pour travailler sur l'histoire de la Résistance
- **Des parcours thématiques** en autonomie ou en médiation pour découvrir des aspects spécifiques de l'histoire de la Résistance
- **Des ateliers** pour appréhender la Résistance grâce aux documents et aux objets du musée
- **Des formations** pour les enseignants
- **Des animations culturelles** pour découvrir autrement l'histoire et la mémoire de la Résistance
- **De venir enseigner au musée** : réservez une salle entièrement mise à votre disposition !
- **Des ressources en ligne** pour enseigner l'histoire de la Résistance

Pour en savoir plus : www.musee-resistance.com





Ni haine, ni oubli, sculpture en terre cuite émaillée et peinte, réalisée par des élèves du collège Marie-de-la-Tour-d'Auvergne à Thouars (Deux-Sèvres), dans le cadre de la session 2016-2017 du Concours national de la Résistance et de la Déportation portant sur la négation de l'Homme dans l'univers concentrationnaire nazi Ministère de l'Éducation nationale/fonds des prix nationaux du CNRD, 2019 (dépôt)

Transmettre

■ Le Musée de la Résistance nationale

La collection du MRN, constituée par les acteurs de la Résistance et leurs familles, permet aujourd'hui de raconter et d'enseigner l'histoire et la mémoire de la Résistance grâce à ces exceptionnelles histoires de vie.

La nouvelle muséographie proposée sur le site Aimé Césaire est un écrin à ces œuvres rares.

Le MRN est un partenaire fort de l'Éducation nationale et de son réseau Canopé pour transmettre cette histoire auprès de la communauté scolaire et pour préparer, chaque année, le Concours national de la Résistance et de la Déportation.

Grâce au soutien du Conseil départemental du Val-de-Marne, il propose chaque année des dispositifs spécifiques.

Pour accéder aux ressources du MRN : musee-resistance.com

■ Le portail national du CNRD

Le Musée de la Résistance nationale est partenaire du portail national du CNRD depuis sa création. Chaque année, il met ses collections à disposition du portail et contribue à l'élaboration de l'ensemble documentaire mis en ligne. Le MRN organise avec le réseau Canopé des rencontres pédagogiques annuelles dont les enregistrements sont également mis en ligne sur le site du portail.

Pour accéder au portail national du CNRD : reseau-canope.fr/cnrd

■ Les Archives départementales du Val-de-Marne

Gardiennes de la mémoire du territoire, les Archives départementales ont pour mission de collecter, conserver, classer et communiquer aussi bien des archives des services publics que des archives privées. Dépositaires d'un fonds audiovisuel très riche, elles se sont aussi attachées à recueillir des témoignages oraux inédits pour aborder la période de la Seconde Guerre mondiale. Les Archives départementales programment des ateliers pédagogiques communs avec le MRN dans le cadre du CNRD.

Pour accéder aux ressources des AD94 : archives.valdemarne.fr (rubrique « Offre éducative »)

